

# L'IMMIGRATION, UN ENJEU FRANÇAIS ?

Jean-Daniel Lévy

11/01/2024

**Les débats autour de la loi immigration en décembre 2023 ont montré la nécessité d'objectiver les représentations des Français sur le sujet. Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de Harris Interactive, établit un état des lieux précis à partir de données d'opinions et montre ainsi que, finalement, les préoccupations relatives à l'immigration s'inscrivent dans un contexte plus global dont les immigrés ne seraient pas tout à fait le facteur mais le réceptacle.**

L'arrivée de très nombreux migrants sur l'île de Lampedusa à la fin de l'été 2023 a suscité réactions et conjonctions<sup>1</sup>. Réactions de la part des responsables politiques lançant ainsi les prémices de la campagne des élections européennes. Conjonctions sur les effets de cette situation et les conséquences lors du prochain scrutin. Comme souvent, parler d'immigration revient à évoquer un thème on ne peut plus sensible laissant libre cours à des interprétations rapides et raccourcies de l'opinion des Français ou, pour être plus précis, des opinions des Français. Essayons d'objectiver les représentations de nos compatriotes et, sans se risquer de prédire l'avenir, à tout le moins d'établir un état des lieux à partir de données d'opinions. Si les récents débats à l'Assemblée nationale ont montré une remontée des préoccupations en matière d'immigration, ceux-ci ne doivent pas nous faire perdre de vue des aspects structurants de la société française que nous allons illustrer ici.

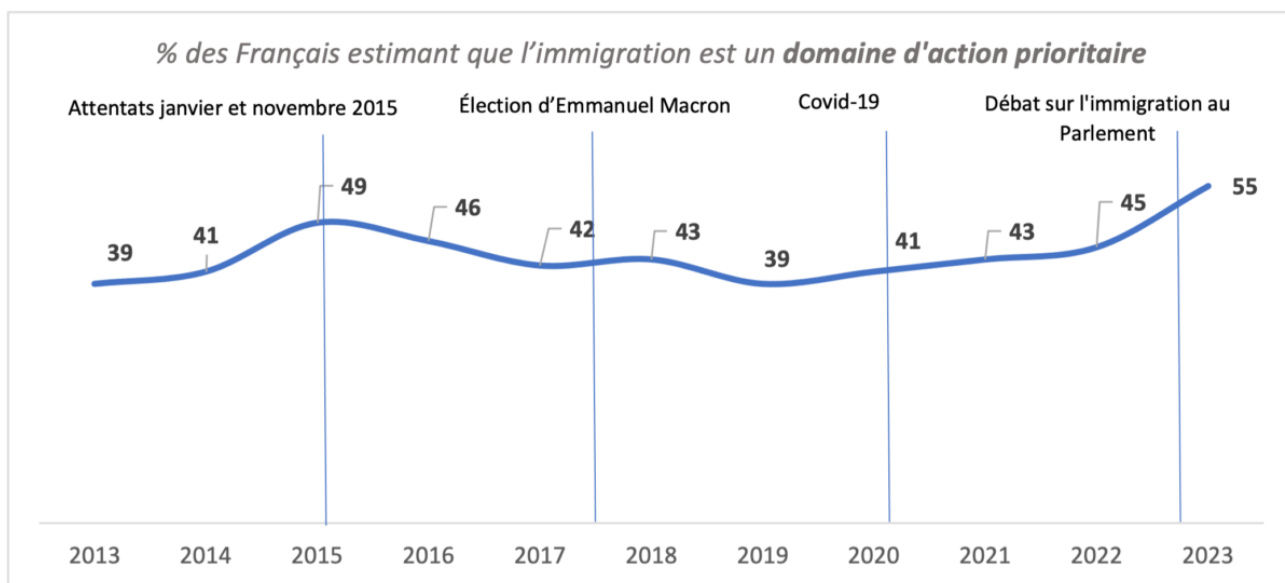
## L'immigration, un thème non prioritaire

Chaque fin d'année depuis 2010, Harris Interactive interroge pour RTL un échantillon représentatif de Français en les questionnant sur l'année passée comme à venir<sup>2</sup>. L'immigration n'a jamais constitué la première des priorités assignées au gouvernement. Lors de notre dernière étude (fin 2023), si 55% des Français évoquaient l'immigration, celle-ci se situait en 7<sup>e</sup> position loin derrière le pouvoir d'achat (77%), la lutte contre le terrorisme (70%), l'insécurité (69%), voire le système social (66%). Il ne s'agit pas d'un épiphénomène (11<sup>e</sup> position en 2013, 12<sup>e</sup> en 2014, 9<sup>e</sup> en 2015<sup>3</sup>, 11<sup>e</sup> en 2016 et 2017, 14<sup>e</sup> en 2018 et 2019, 12<sup>e</sup> en 2020, 11<sup>e</sup> en 2021, 14<sup>e</sup> en 2022). Précisons que nous n'avons pas demandé aux Français d'effectuer un choix en relatif (c'est-à-dire de prioriser de leur côté), mais que nous les avons questionnés sur chacun des domaines d'actions indépendamment des autres<sup>4</sup>.

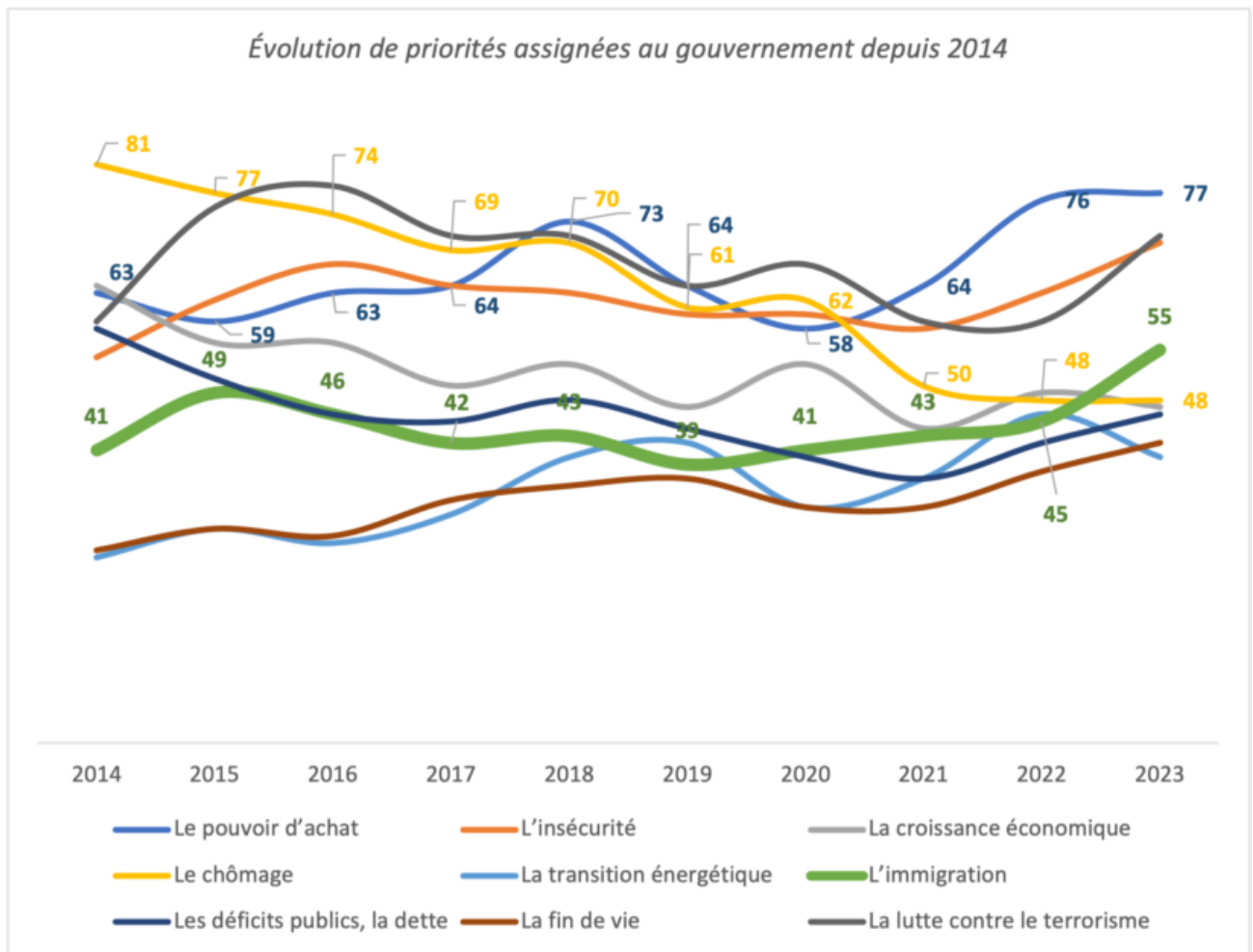
Le débat récent sur l’immigration au Parlement – et nettement repéré par les Français – s’inscrit donc dans un contexte de croissance des assignations d’actions à l’égard du gouvernement, sans pour autant le placer en tête des dossiers prioritaires.

## L’immigration un sujet qui, jusqu’avant le débat au Parlement, n’était pas nettement plus prioritaire que par le passé

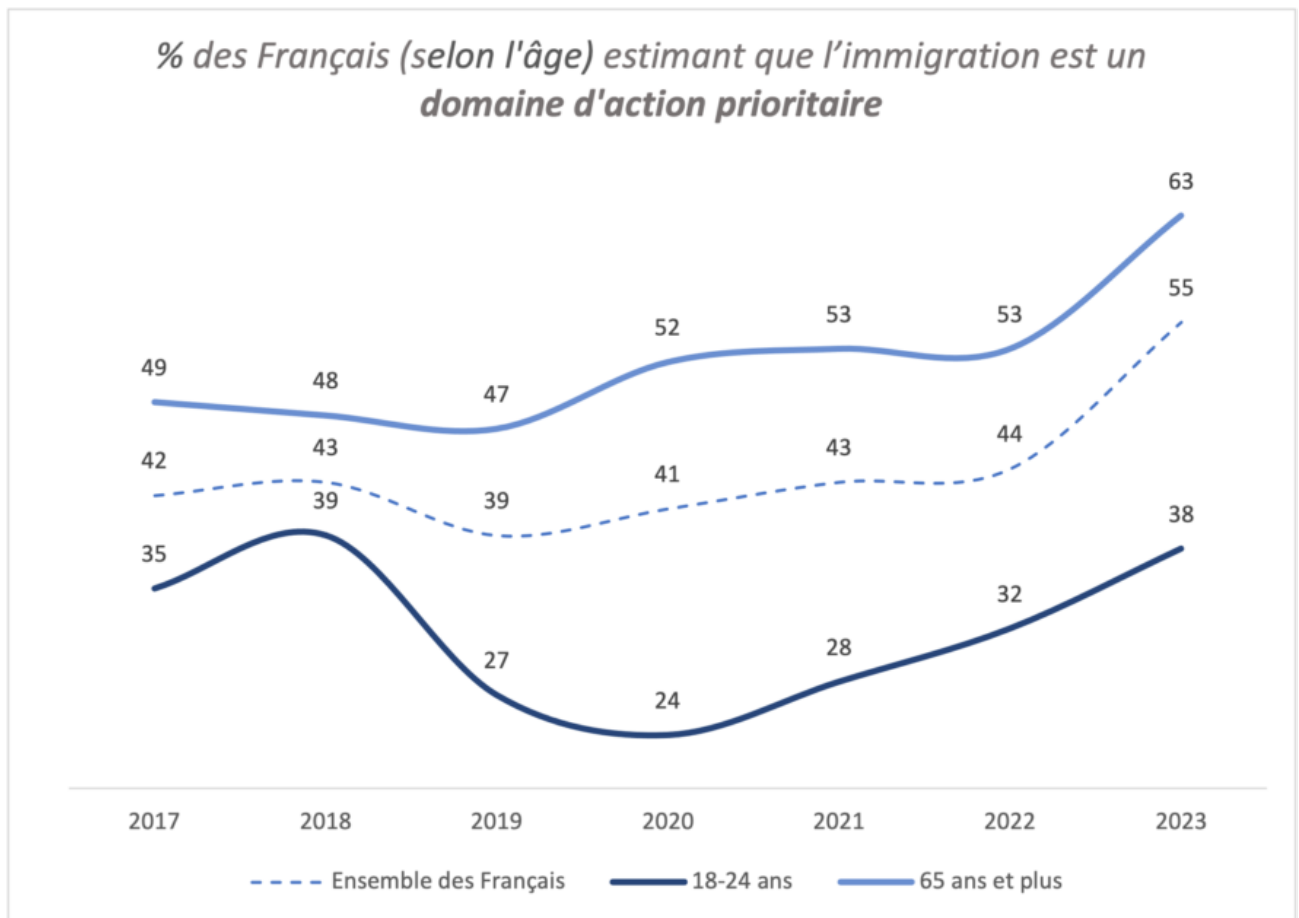
Comme nous pouvons le voir sur le graphique suivant, les évolutions des assignations à traiter le sujet de l’immigration existent mais fluctuent. Depuis fin 2019, **le caractère prioritaire a crû de 16 points, amenant 55 % des répondants à considérer ce domaine d’action comme prioritaire**. On remarquera, au passage, qu’il ne semble pas y avoir de lien intime entre couleur politique du président de la République et les réponses à cette question, mais davantage entre faits extérieurs et intensité de priorités assignées<sup>5</sup>.



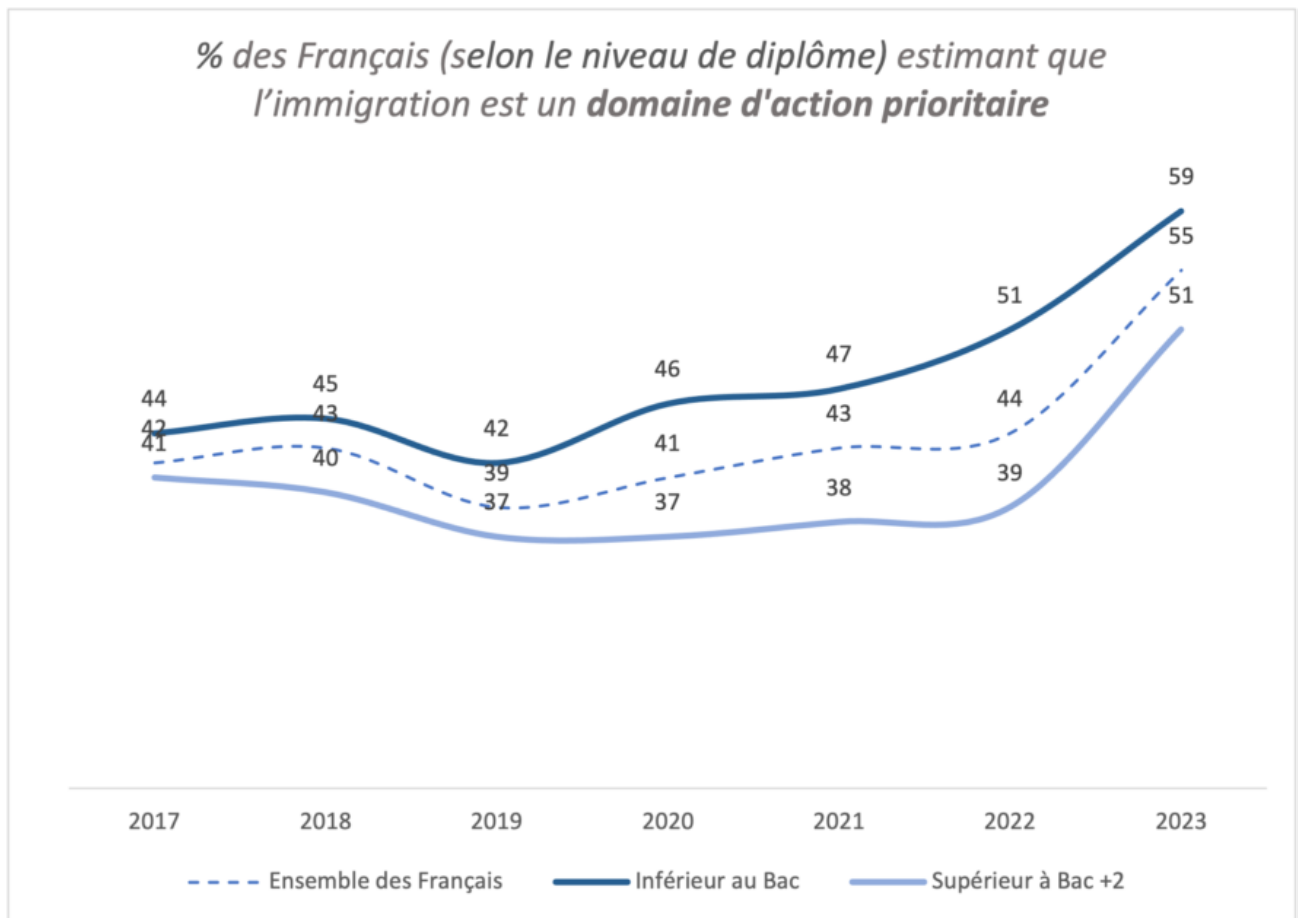
Depuis 2014, **la priorité assignée à la prise en compte de la transition énergétique a progressé de 14 points (avec une inflexion cette année), du pouvoir d’achat de 14 points, la fin de vie de 15, l’insécurité de 16**, alors que celles concernant la croissance économique baissaient de 17 points, les déficits de 12, le chômage de 33... Au cours de cette même période, **l’immigration a progressé de 14 points avec une très nette accélération cette année (+10)**.



Le suivi de ces indicateurs offre également l'opportunité d'observer certains clivages et leurs évolutions dans le temps. Un clivage lié à l'âge, marqué sur cette question, et qui ne se dément pas au fil du temps : **63% des personnes âgées de 65 ans et plus jugeaient, fin 2023, ce dossier prioritaire contre 38% des personnes âgées de moins de 25 ans**. Un net écart générationnel a toujours existé même si l'on relève une forte progression chez les plus jeunes au cours de ces quatre dernières années (+9 points).



Persistance également d'un clivage lié au niveau de diplôme des Français (une variable qui pèse traditionnellement sur les perceptions) et qui traduit une sensibilité plus forte des moins diplômés à l'égard de ce sujet. Cette tendance s'accroît – hormis au cours de la dernière année – dans le temps de manière beaucoup plus nette que chez les personnes diplômées d'un bac +2. **Près de six citoyens sur dix ne disposant pas du bac jugent non seulement prioritaire l'immigration et ce de plus en plus nettement depuis 2019** (59% contre 42% quatre ans auparavant). Alors que, l'an dernier, 39% des diplômés bac +2 assignaient au gouvernement de considérer l'immigration comme un dossier prioritaire (contre 51% des non-diplômés), cette proportion a crû de 11 points (pour atteindre 50%).

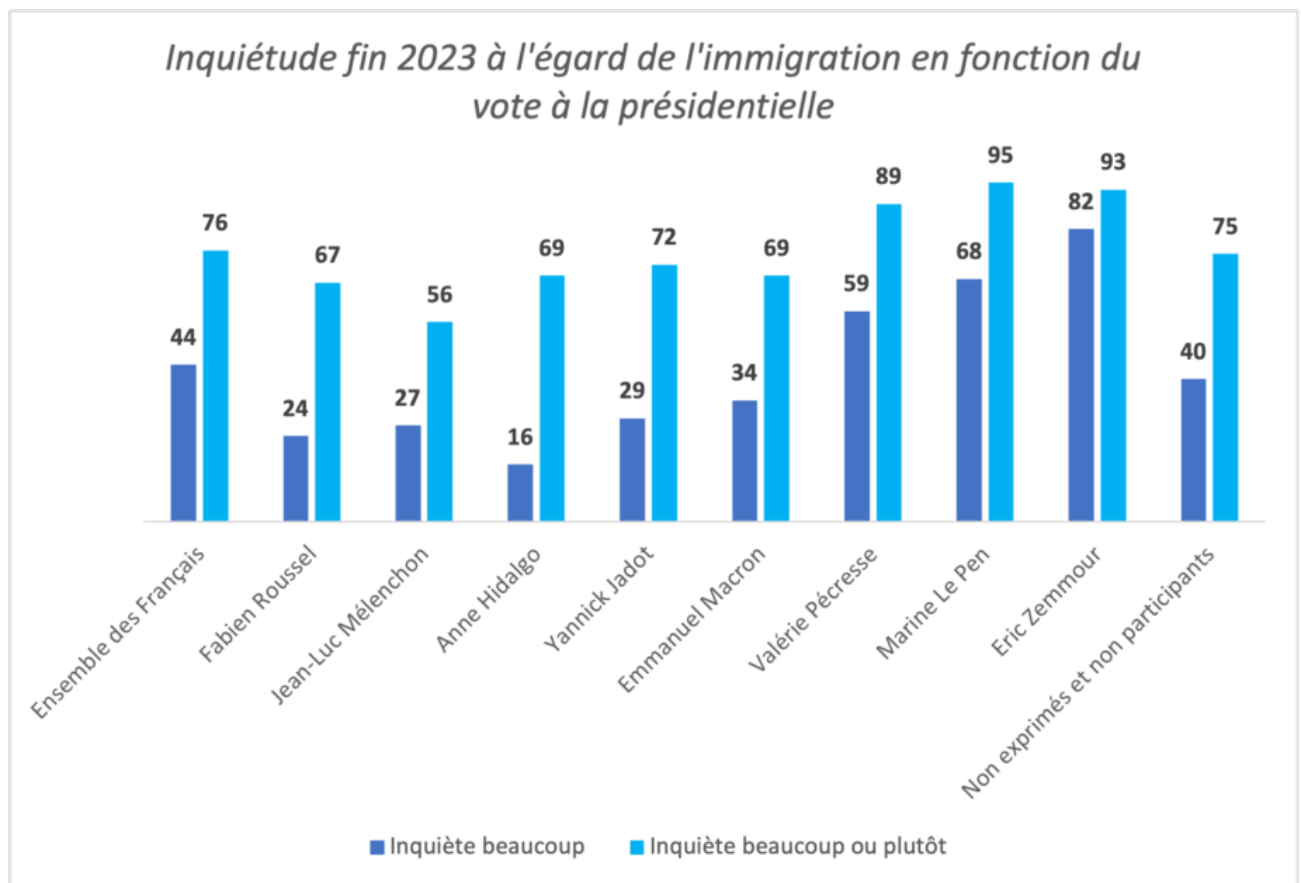


## L'immigration : une priorité pour certains Français

Plus récemment, nous avons pu identifier les sujets d'inquiétude des Français<sup>6</sup>. Là encore, deux regards peuvent être portés. Dans l'absolu, **l'immigration constitue une source d'inquiétude pour 76%** des personnes interrogées. Il s'agit d'un aspect progressant nettement (62% en juillet 2022, 71% un an plus tard, 76% fin décembre).

Si cette inquiétude est élevée, elle s'établit auprès de l'ensemble des Français à un niveau inférieur à celle exprimée à l'égard notamment de la délinquance (87%), du terrorisme, de l'avenir des enfants, du système de santé (86% chacun), du pouvoir d'achat (85%), des conflits internationaux... Dans le détail, on observera naturellement qu'elle émerge à des niveaux variables selon la sensibilité politique : l'immigration constitue la deuxième source d'inquiétude de l'électorat d'Éric Zemmour comme de celui de Marine Le Pen (derrière la délinquance), la sixième de celui Valérie Pécresse, mais entre la quatorzième et la vingt-deuxième des électeurs allant d'Emmanuel Macron à Fabien Roussel. La lecture générationnelle, au regard de ce que nous avons identifié précédemment, n'offre pas de surprises : **l'immigration se trouve en quinzième position chez les moins de 35 ans (70%)** et en septième chez les plus âgés (83%). **Même les catégories populaires,**

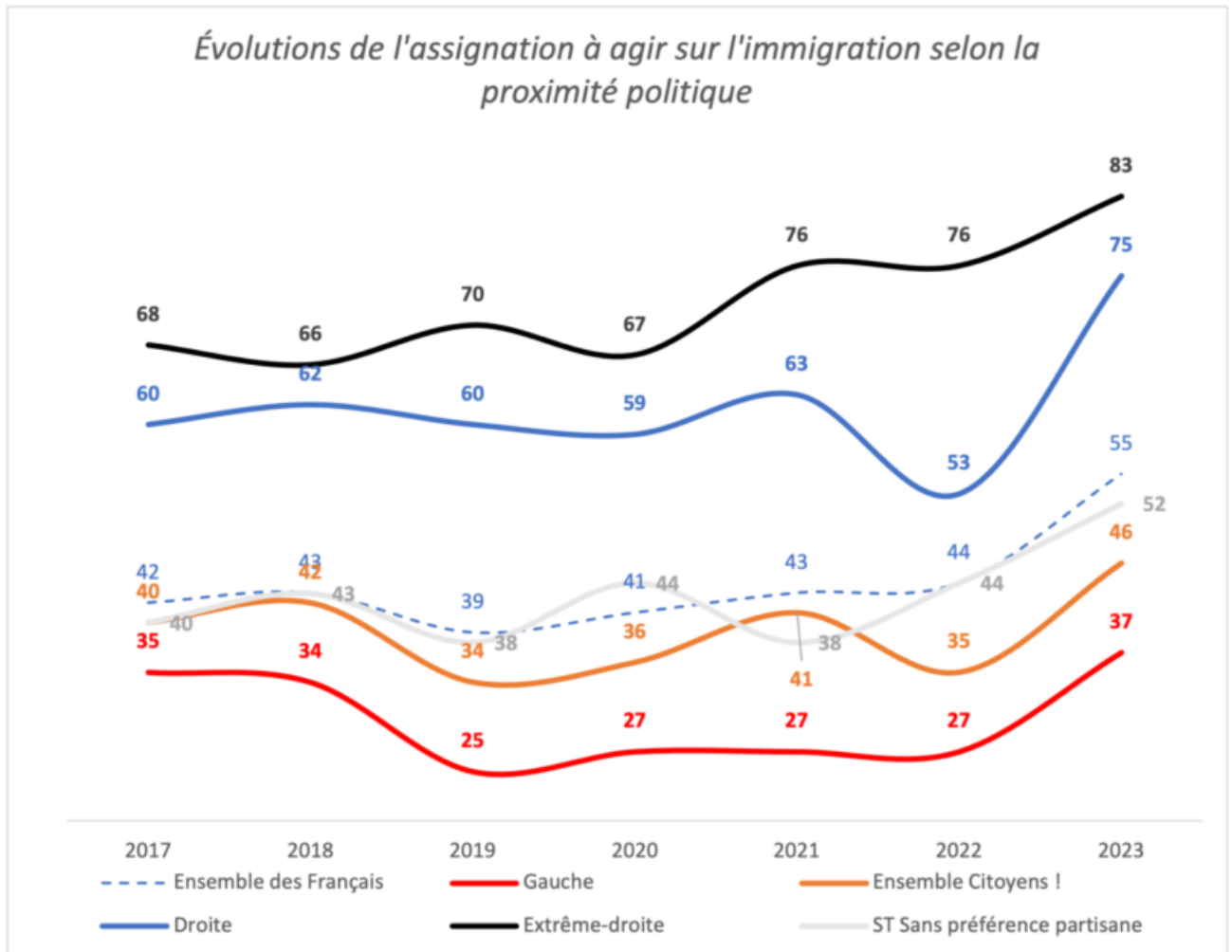
comme les moins diplômés, placent cet enjeu en « fin de tableau » (respectivement huitième et neuvième position).



Entre inquiétude et assignation à agir, il y a un pas. Pas qui n'est pas toujours franchi. Ainsi, ce sont davantage les hommes que les femmes (58% contre 53%) qui invitent fortement le gouvernement à agir, davantage les personnes âgées de 65 ans et plus que les moins de 25 ans (63% contre 38%), davantage les non ou faiblement diplômés que les personnes disposant au moins d'un bac +2 (59% contre 51%), davantage les personnes proches d'une formation politique de droite voire d'extrême droite que de gauche (75% à droite, 83% à l'extrême droite, 49% chez Renaissance et 37% à gauche).

Si l'on n'analyse pas les priorités en termes de niveau mais de hiérarchie des priorités, là non plus pas de surprise. Quoique. Si l'immigration constitue la première priorité de l'électorat d'Eric Zemmour, elle n'est « que » la 5<sup>e</sup> de celui de Marine Le Pen<sup>7</sup>, la 7<sup>e</sup> des personnes âgées de 65 ans et plus (frange électorale appelée à plus se mobiliser que le reste de la population), la 8<sup>e</sup> des électeurs de droite, la 13<sup>e</sup> des non ou faiblement diplômés. Ce point-là est remis à la 21<sup>e</sup> priorité chez les électeurs d'Emmanuel Macron ou encore à la 22<sup>e</sup> chez ceux de gauche. Si l'immigration constitue certes un sujet d'inquiétude non négligeable pour les Français, cela ne se traduit pas forcément en

attente d'action prioritaire dans ce domaine.



Pour ceux estimant que le clivage gauche/droite n'existe plus (à tout le moins d'un point de vue d'opinion), observons sa permanence dans le temps : moins de quatre personnes sur dix de gauche (ce qui certes n'est pas rien) évoquent l'immigration comme sujet prioritaire dont le gouvernement devrait tenir compte, contre les trois quarts (avec une très forte évolution) de ceux de droite et plus de huit sympathisants d'extrême droite sur dix.

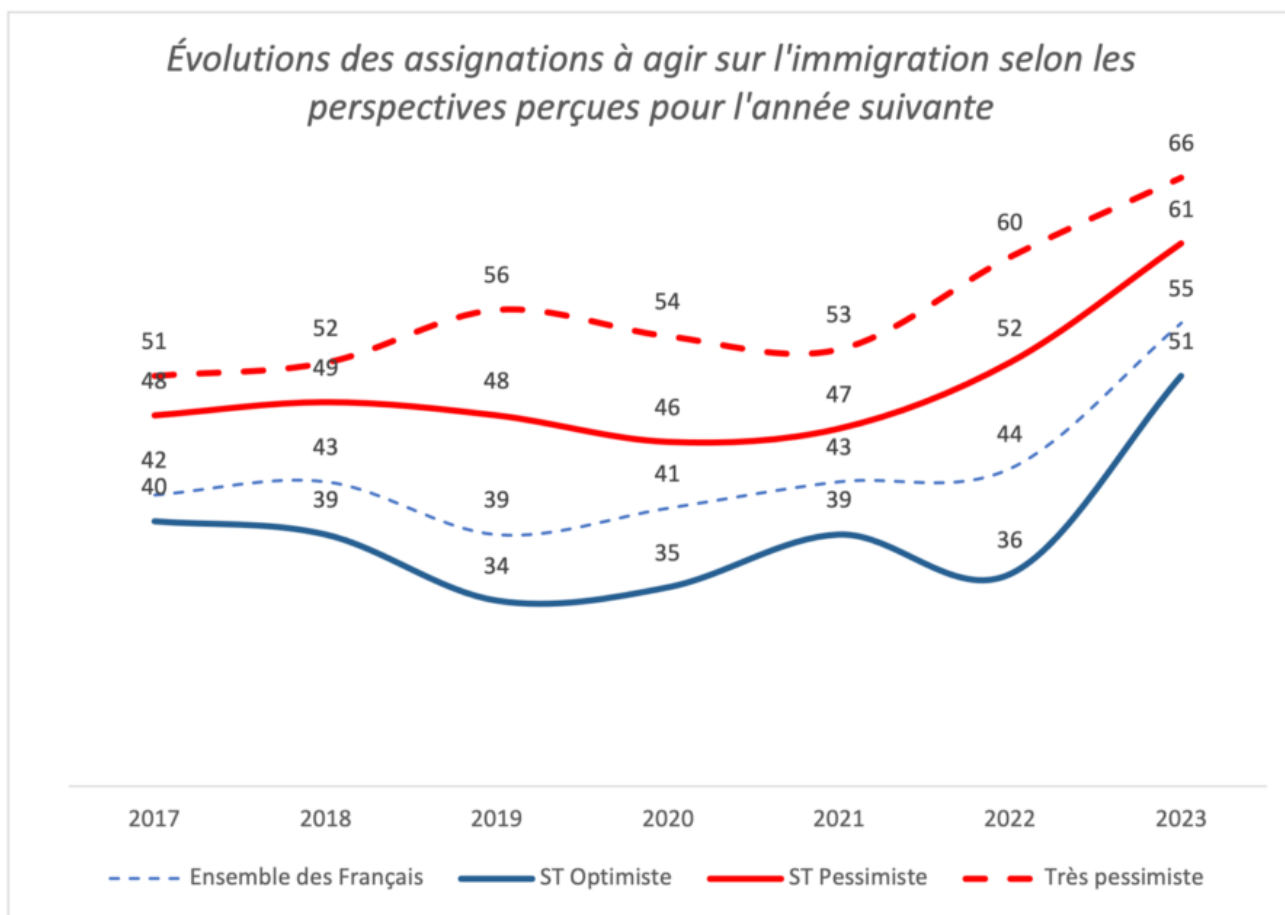
## L'immigration, un sujet d'autant plus prégnant que l'inquiétude à l'égard de l'avenir est élevée

Il nous apparaît important de considérer, outre les variables sociologiques, celles d'opinions. Plus les Français ont le sentiment que l'année passée a été mauvaise, **plus leur projection vers l'avenir est négative, plus l'assignation à tenir compte de l'immigration est élevée**. Là aussi, adoptons

deux grilles de lecture, en considérant d'une part le niveau de priorité et d'autre part la place occupée dans le classement des priorités.

- En niveau : **51% des Français se projetant positivement vers l'avenir et jugeant l'année positive évoquent l'immigration comme une priorité contre 61% étant pessimistes.**
- En hiérarchie : l'immigration se situe en 9<sup>e</sup> position chez les optimistes, en 6<sup>e</sup> chez les pessimistes.

Tendanciellement, on le voit, **plus le pessimisme à l'égard de l'avenir est élevé, plus l'assignation à ce que l'immigration constitue un dossier prioritaire pour le gouvernement est forte.** Au cours de la dernière période, l'écart est non seulement manifeste, mais surtout accru du fait d'un durcissement de cette inquiétude auprès d'une frange de Français pessimistes. Ainsi, 66% des Français très pessimistes fin 2023 déclaraient que l'immigration devait être un dossier prioritaire pour le gouvernement, contre 51% des répondants indiquant être optimistes à l'égard de l'avenir.



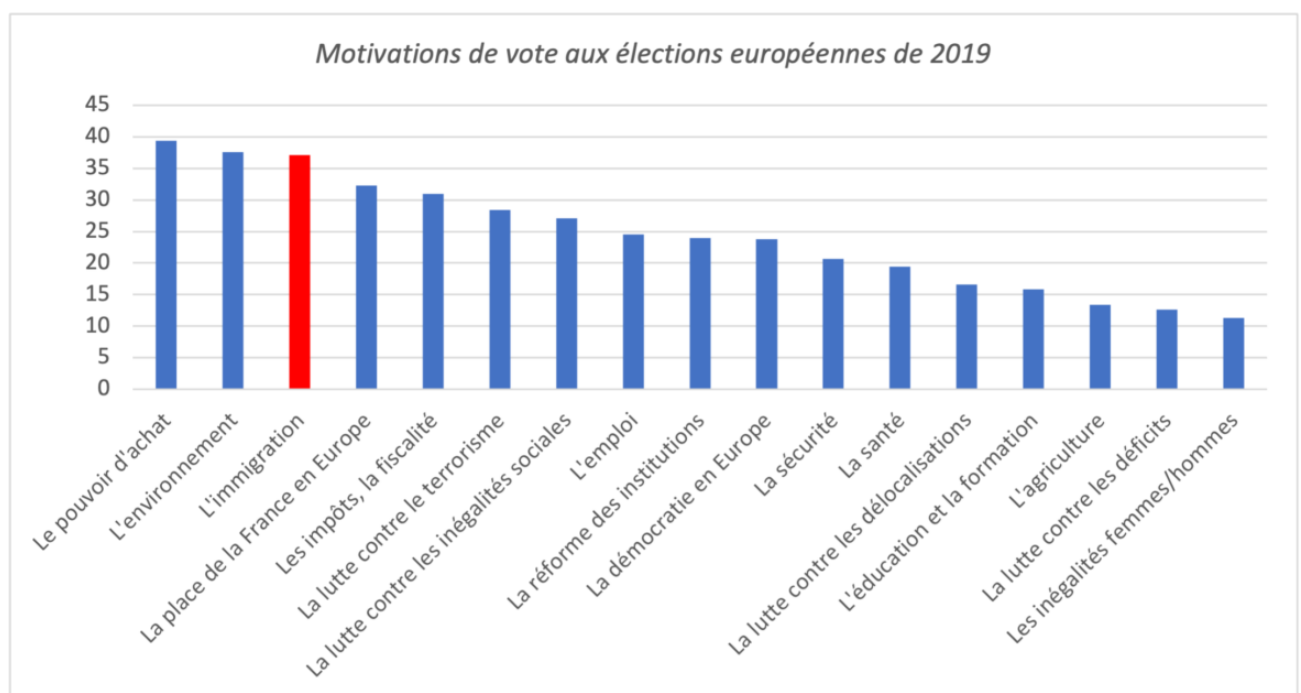
Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

## Un ou plusieurs liens avec la thématique de l'immigration ?

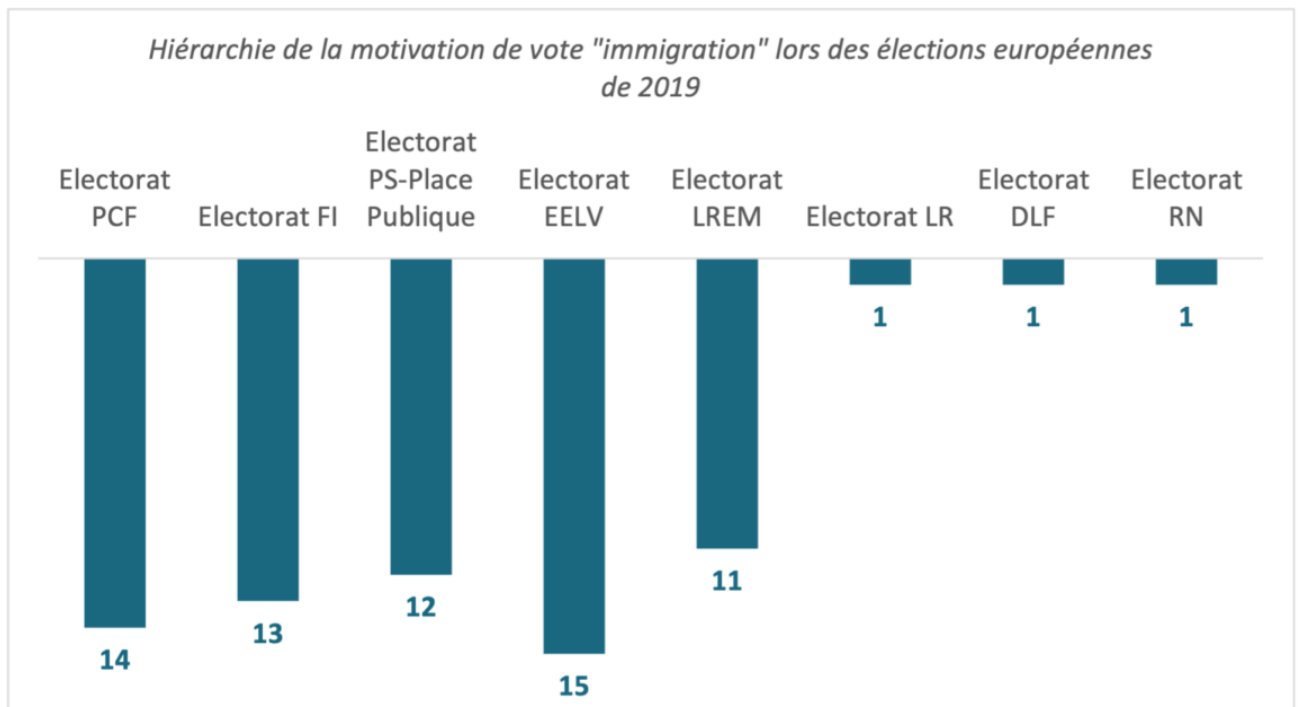
Il est frappant d'observer qu'alors même que le chômage a baissé, la préoccupation à l'égard de la question migratoire progresse chez les catégories de populations insécurisées. Nous semblons donc éloignés du seul slogan du Front national des années 1980 liant le nombre d'immigrés au nombre de chômeurs. Pour identifier le lien entre immigration et autres préoccupations, arrêtons-nous aux moments électoraux. Ceux-ci peuvent constituer de bons indicateurs. Prenons les dernières élections européennes et la dernière présidentielle.

Si l'on se base sur l'ensemble des électeurs s'étant déplacés aux élections européennes (avec plus de 50% de participation, contrairement à certaines idées reçues, il ne s'agit pas de l'élection mobilisant le moins les Français), à la question posée le jour des élections « Parmi la liste suivante, quels sont les thèmes qui ont le plus compté dans votre choix de vote ? », **un triptyque ressort : pouvoir d'achat** (alors même que la guerre en Ukraine n'avait pas débuté), **environnement** et **immigration**.

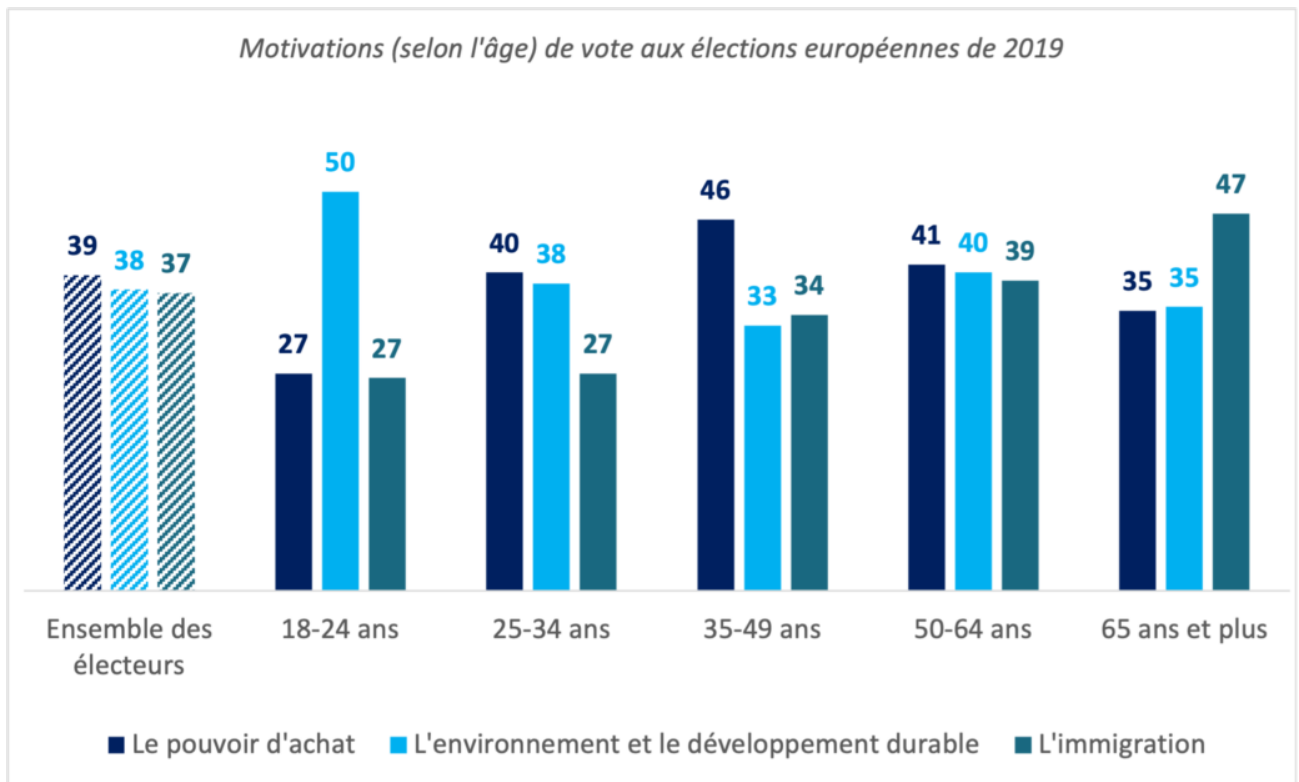


Observons, à ce stade, des motivations non seulement marquées mais reflétant ce que nous avons

indiqué au-dessus : **l'immigration constituait la 13<sup>e</sup> motivation de vote des électeurs de La France insoumise (LFI)** (sur 17 options proposées), la 12<sup>e</sup> de ceux du Parti socialiste (PS), la 15<sup>e</sup> chez Europe Écologie-Les Verts (EE-LV), la 11<sup>e</sup> chez En Marche, mais la **première tant chez les électeurs de la liste Les Républicains (LR) que chez ceux de celle du Rassemblement national (RN).**



Les approches sont également clivées générationnellement : première motivation de vote des personnes âgées de 65 ans et plus (47% citent l'immigration), elle n'est que la 8<sup>e</sup> des plus jeunes générations d'électeurs (27%).

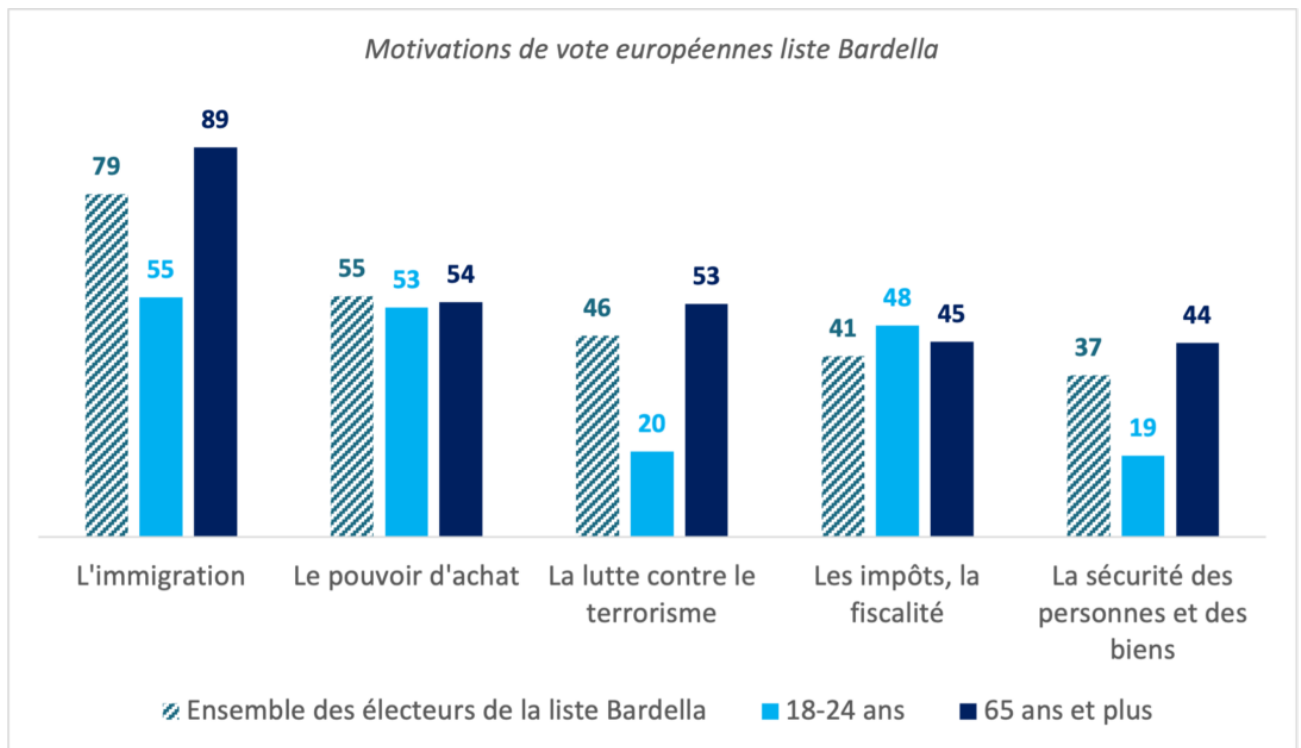


Nous ne sommes pas dans la nuance d'appréciation, mais bien dans un véritable clivage de motivations. La lecture première serait incomplète si l'on ne cherchait pas à comprendre si tout le monde évoquait l'immigration de la même manière et avec la même intensité.

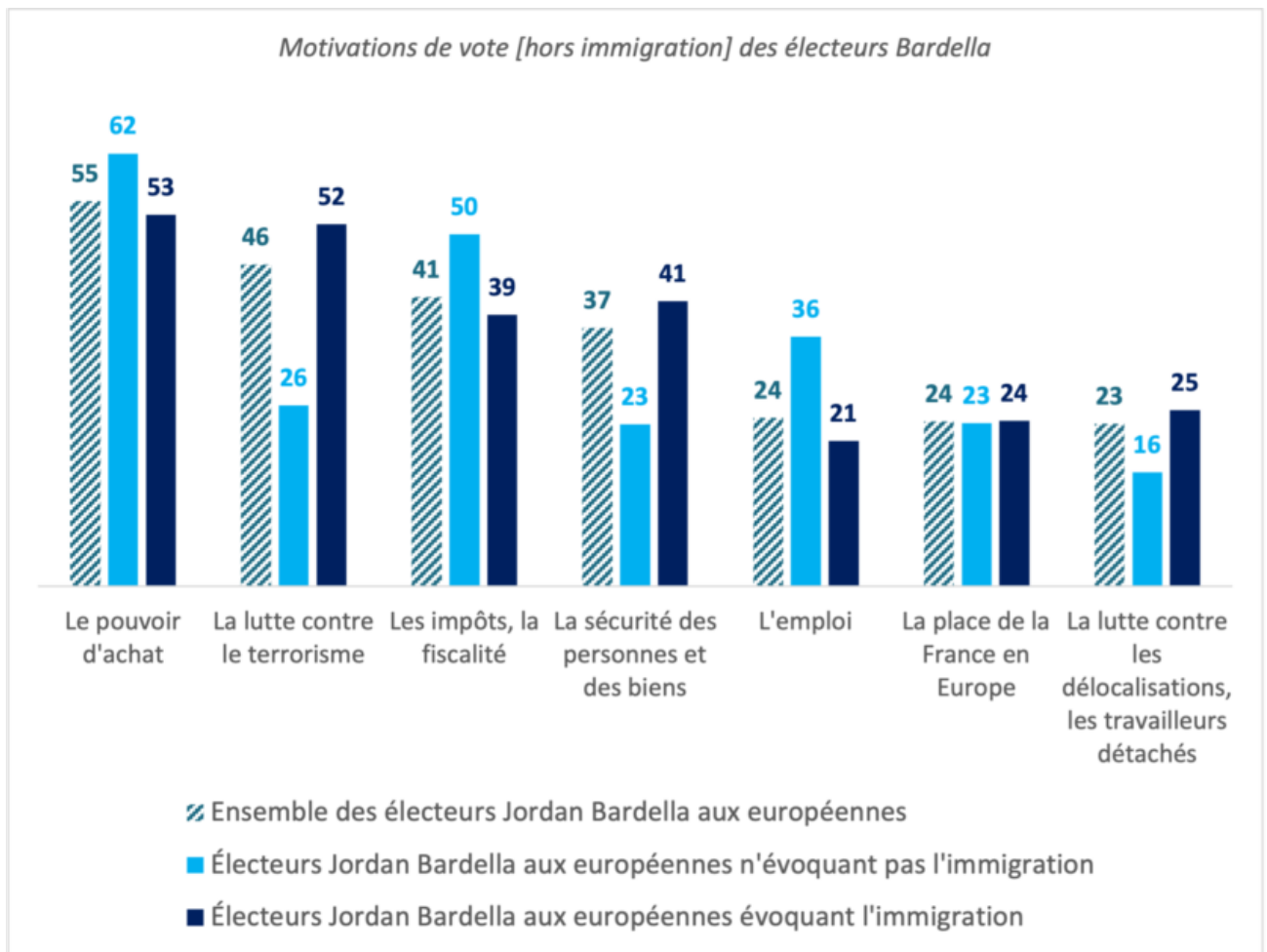
Pour pouvoir, au moins partiellement, répondre à ce questionnaire, plongeons-nous dans le vote en faveur de Jordan Bardella. Nous avons indiqué que, sans surprise, l'immigration constituait la première motivation de vote des électeurs (79%), devant – déjà – celle du pouvoir d'achat (55%), de la lutte contre le terrorisme (46%), des impôts (41%) ou encore de la sécurité (37%).

Ce regard peut doublement être affiné.

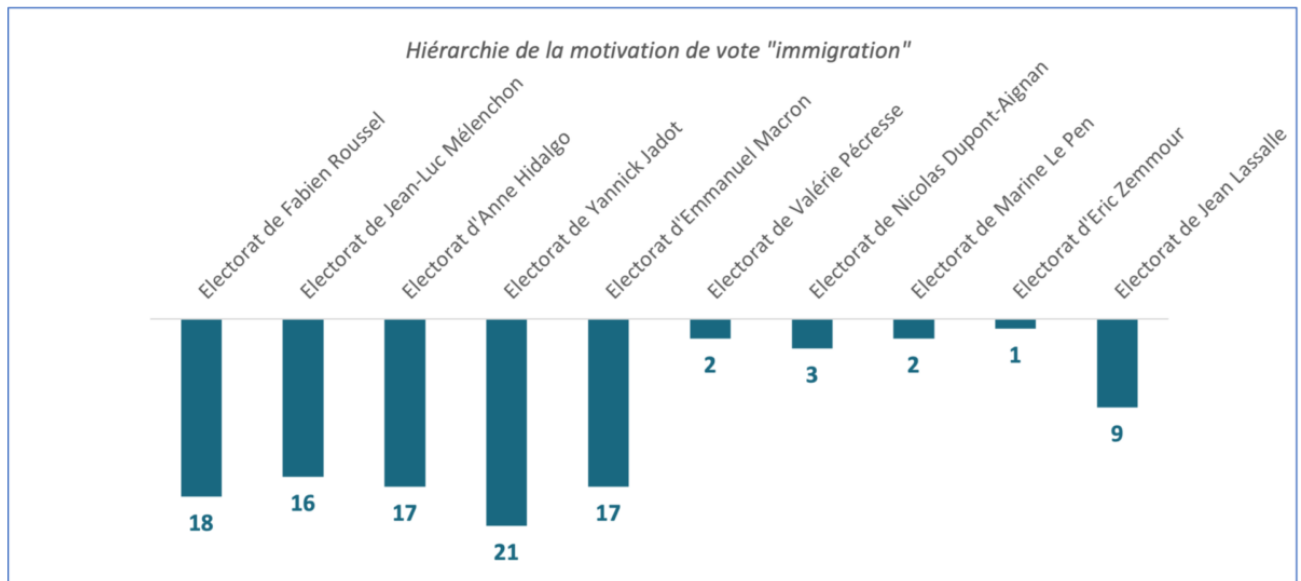
- Si l'immigration constituait la première motivation de vote de tous les électors RN, observons que « seuls » **55% des moins de 25 ans ayant voté pour la liste conduite par Jordan Bardella en parlaient, contre 89% des personnes âgées de 65 ans et plus.** Notons que les plus jeunes n'évoquaient que peu la lutte contre le terrorisme (20% contre 46% de l'ensemble des électors RN) ou encore la sécurité (19% contre 37%), alors que leurs aînés mobilisaient respectivement à 53% et 44% ces deux thèmes. Ajoutons à cela, la confirmation d'un « RN du Nord » et d'un « RN du Sud ». 74% des électors RN habitant en Hauts-de-France mentionnaient l'immigration, contre 82% de ceux du Sud.



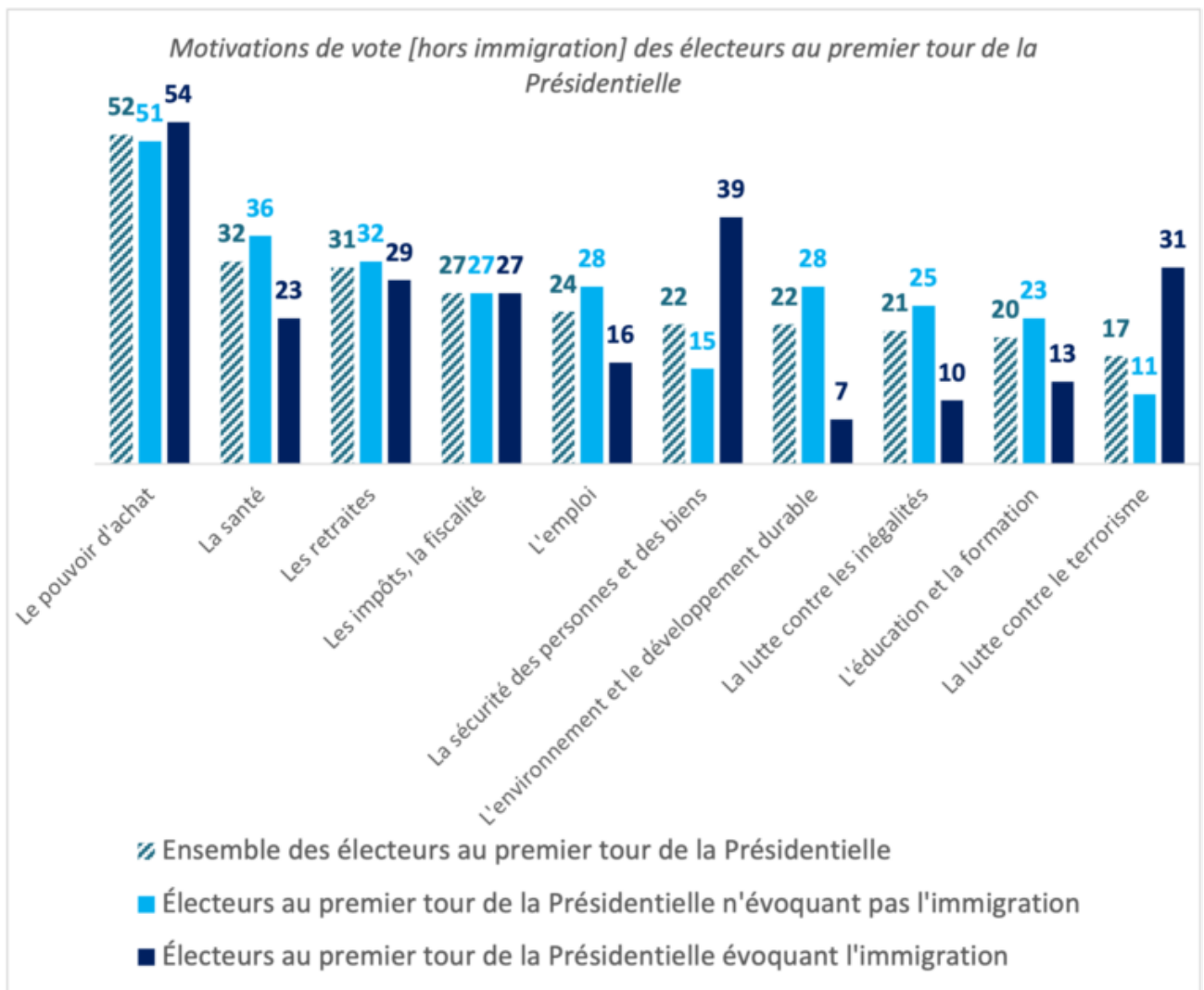
- Sur **100 électeurs de la liste Bardella ayant mobilisé l'immigration comme motivation de vote**, 53% mentionnent également le **pouvoir d'achat**, 52% la lutte contre le terrorisme, 41% la sécurité. Ils se singularisent des autres électeurs RN (ceux ne votant pas en pensant à l'immigration) en évoquant bien plus ces deux dernières thématiques. Nous voyons donc bien un triptyque : immigration/sécurité/terrorisme d'un côté, pouvoir d'achat/impôts/emploi de l'autre. Rappelons qu'il y a un rapport de 1 à 5 entre ces deux groupes d'électeurs RN (79% évoquent l'immigration, 21% ne mentionnent pas ce thème).



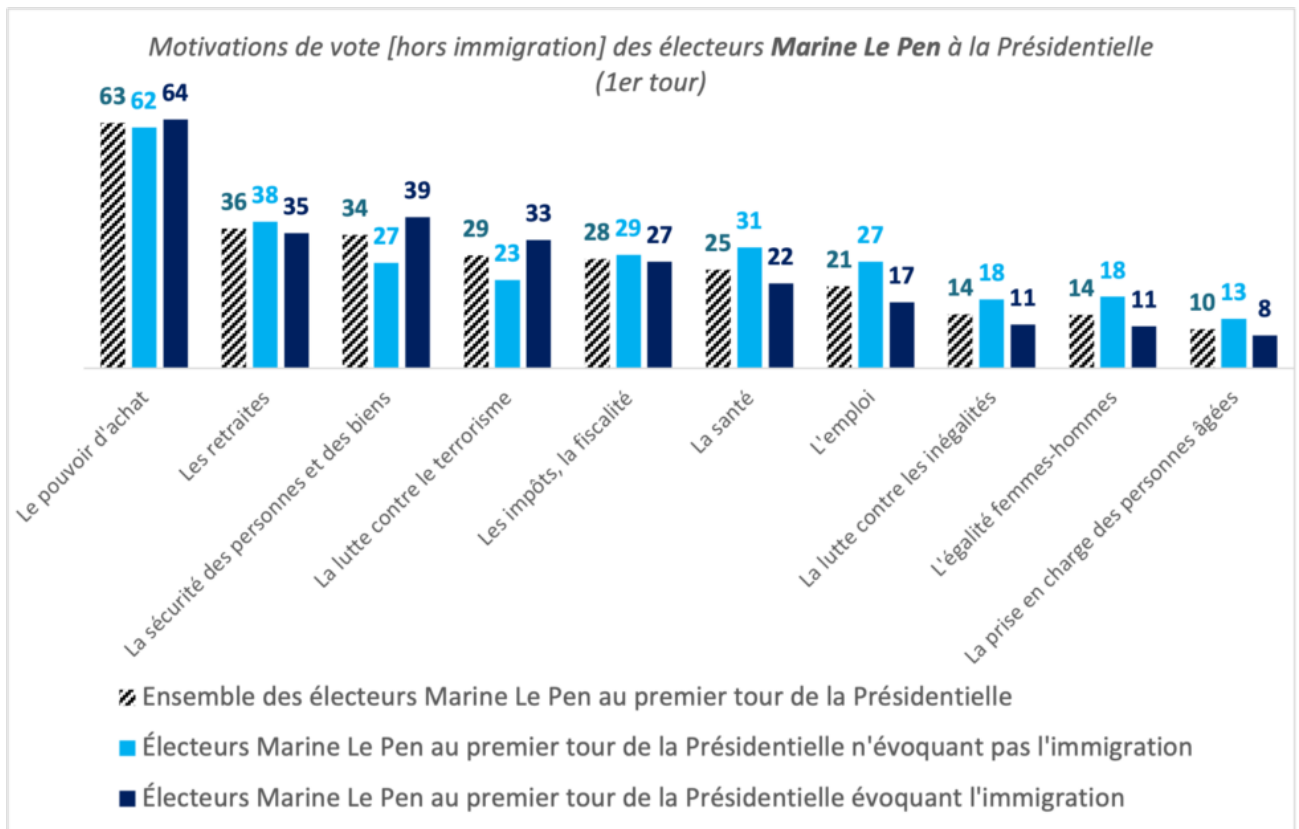
À l'élection présidentielle, la question migratoire n'a pas constitué – cette fois encore – la première motivation de vote des électeurs d'une manière générale, pas même des électeurs de Marine Le Pen (seuls ceux d'Éric Zemmour l'ont placée en tête). Il s'agissait, pour les électeurs, de leur quatrième motivation de vote (28%), loin derrière le pouvoir d'achat (52%), la santé (32%) et les retraites (31%).



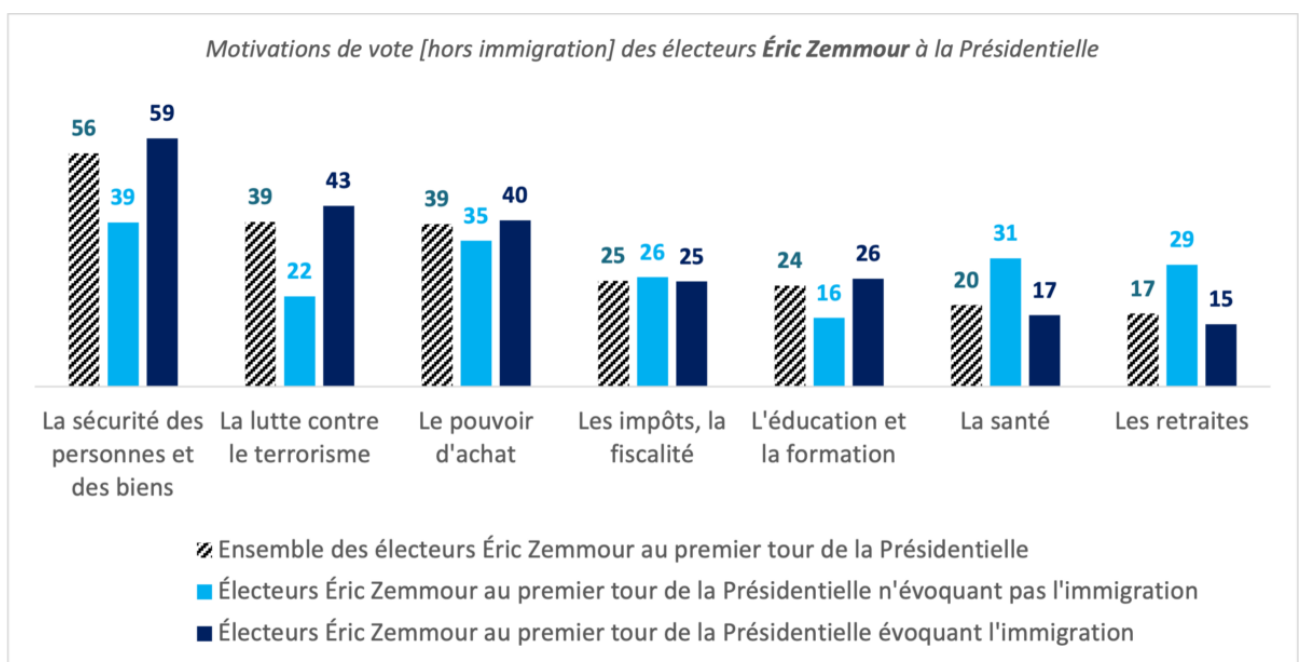
Qui plus est, la logique relevée initialement fait bien apparaître une attention particulière des électeurs parlant d'immigration aux thématiques de la sécurité comme de lutte contre le terrorisme tout en mentionnant nettement la question du pouvoir d'achat. L'analyse détaillée des résultats selon les électeurats, notamment ceux les plus sensibles aux questions d'immigration, fait apparaître des réalités diverses.



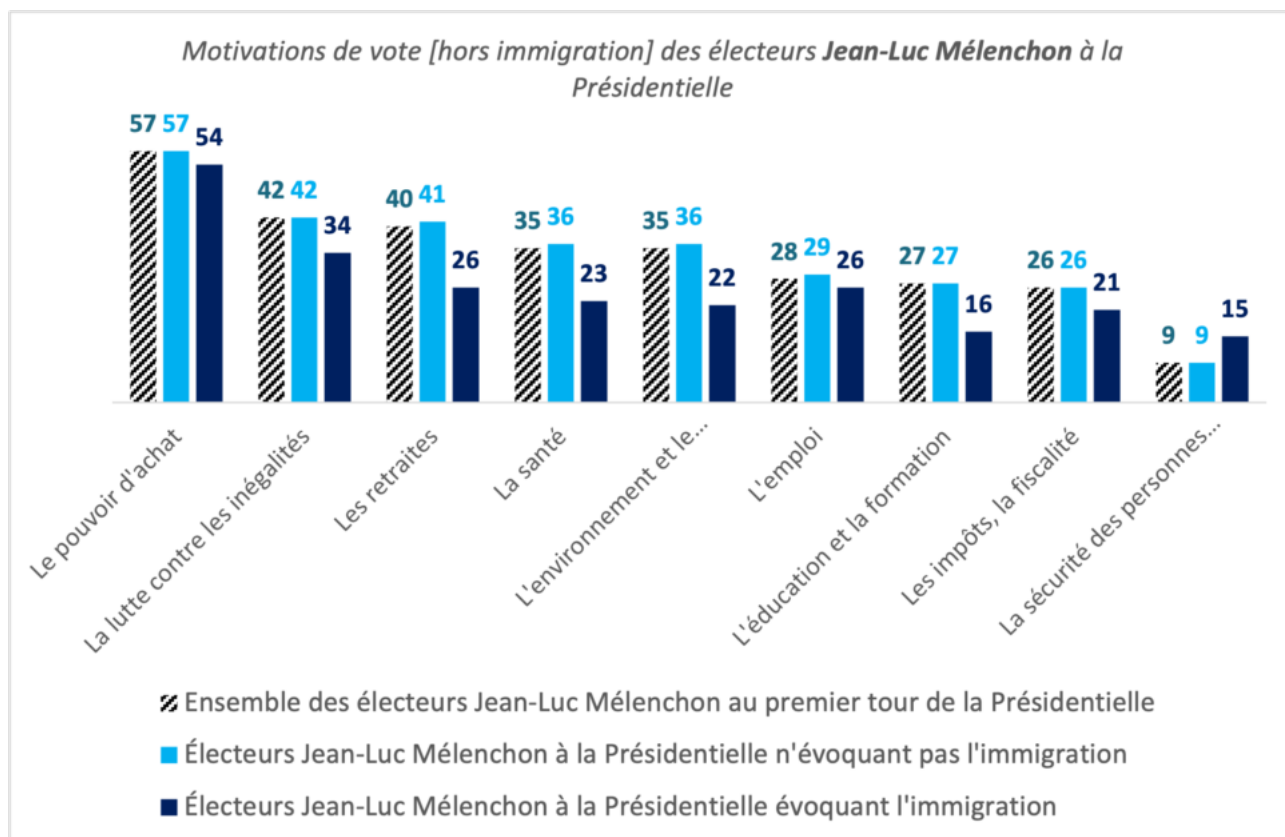
- Ici encore, les électeurs de Marine Le Pen évoquant l'immigration ne lient pas systématiquement ce thème à ceux de la sécurité ou encore du terrorisme. Ou, pour être plus précis, en étant « monothématique », 39% de ceux citant l'immigration évoquent la sécurité (contre 34 % de l'ensemble de l'électorat de Marine Le Pen et 27% des électeurs ne mentionnant pas l'immigration), 33% la lutte contre le terrorisme (contre respectivement 29% et 23%), mais – en deuxième position – le pouvoir d'achat (64% contre 63% de l'ensemble de cet électorat et 62% des électeurs ne parlant pas d'immigration).



- Les électeurs d'Éric Zemmour évoquant quant à eux l'immigration (82%) associent à leurs attentes la prise en compte de la sécurité, mais également de la lutte contre le terrorisme. On en revient là, auprès de cet électorat, au triptyque liant les trois aspects assez nettement.



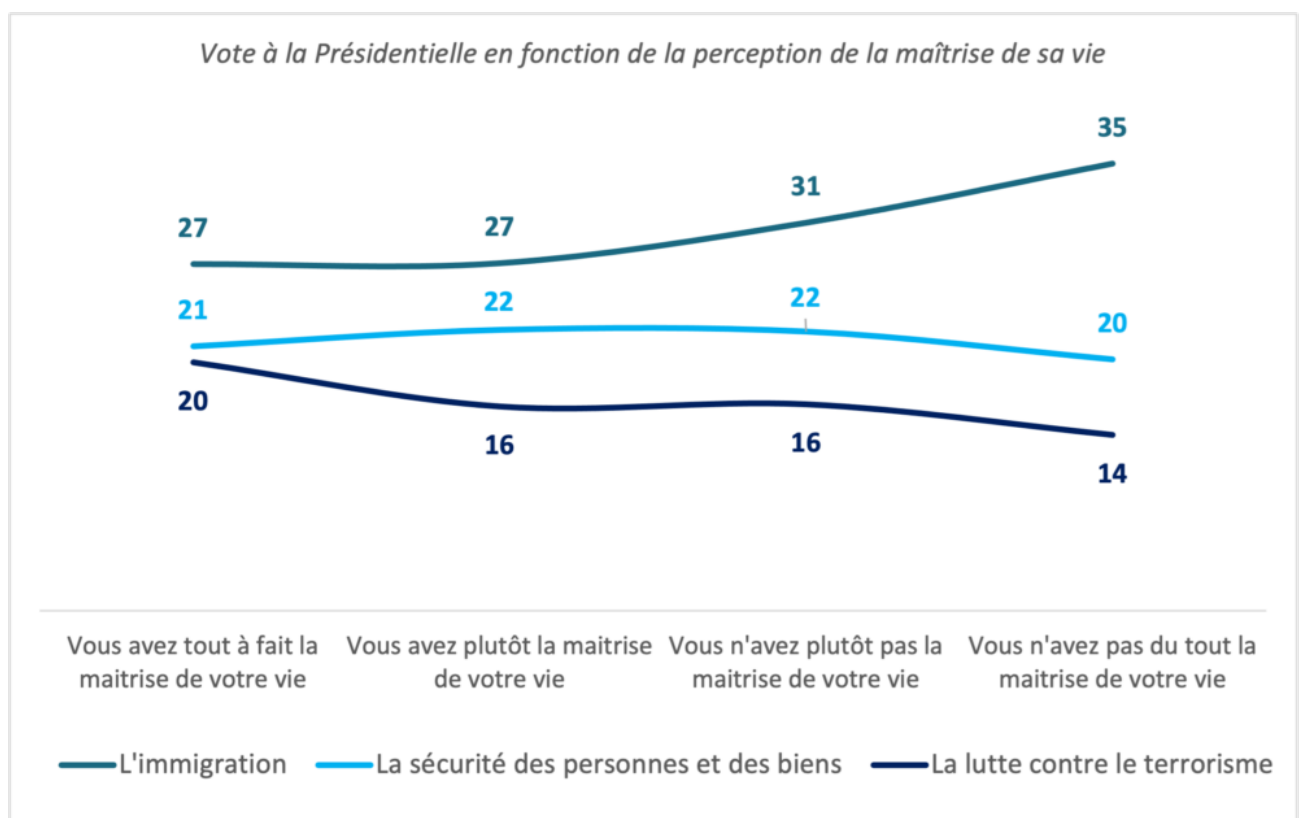
À ce titre, ils se distinguent très nettement des **7% d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon évoquant l'immigration**. Ceux-ci ne mentionnent que pour un faible nombre la **sécurité (15%)** ou encore le **terrorisme (8%)**. En revanche, même auprès de ces électeurs parlant d'immigration, **le pouvoir d'achat est cité par plus d'un sur deux**, suivi de la lutte contre les inégalités ou encore l'emploi et les retraites.



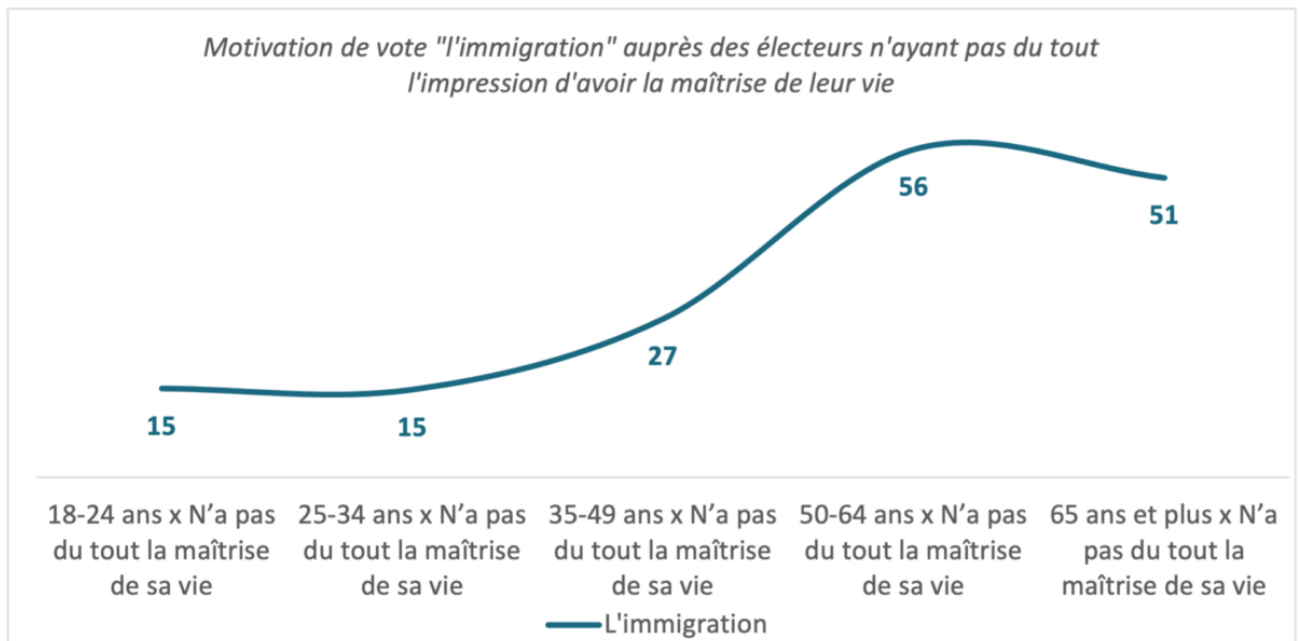
## Les préoccupations à l'égard de l'immigration croissent lorsque les citoyens ont le sentiment d'être dépossédés de leur présent et de leur futur

L'immigration constitue-t-elle une préoccupation des Français ? Oui, assurément. S'agit-il de leur première préoccupation ? Non. S'agit-il d'un « sujet » pour tous les Français ? Non plus. Et l'on peut même voir, en dehors de ce qui a souvent été indiqué (certaines catégories – PCS –, personnes âgées et sympathisants de droite... – y étant plus sensibles), que même au sein de l'électorat de Marine Le Pen cette dimension n'est pas la plus prioritaire. Près de 40% de son électorat à l'élection présidentielle n'en a, par exemple, pas parlé. Ces électeurs n'en étaient pas moins préoccupés par le pouvoir d'achat, les retraites, la santé..., autant d'aspects renvoyant à l'avenir. La question de l'immigration prend tout son sens lorsque, au choix, on a du mal à se projeter positivement dans

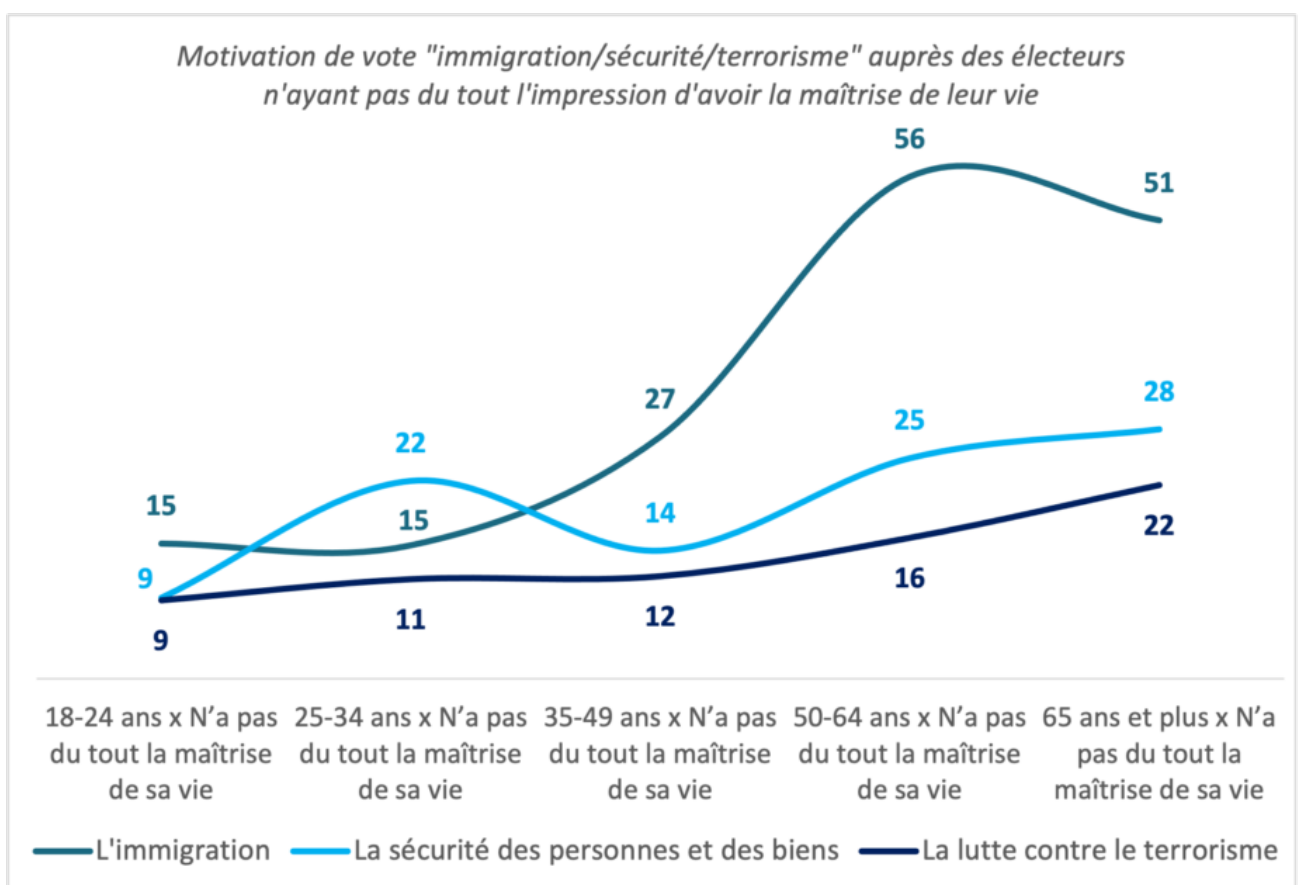
l'avenir et/ou que la nostalgie du passé (même non vécu) structure les représentations. Au premier tour de l'élection présidentielle, Harris Interactive a questionné les Français en leur demandant s'ils avaient le sentiment d'avoir la maîtrise de leur vie. On pourrait interroger la formulation et estimer que cet aspect est on ne peut plus subjectif. C'est volontaire. Nous avons voulu considérer ce paramètre de perception dépendant de facteurs propres à chaque individu. 74 % des Français affirment avoir la maîtrise de leur vie (27% tout à fait, 47% plutôt), 22% ne pas en avoir la maîtrise (17% plutôt pas et 5% pas du tout). Il s'avère que certaines logiques relevées précédemment, reposant sur l'analyse descriptive « classique », se trouvent interrogées. Ainsi, les Français estimant qu'ils n'ont pas du tout la maîtrise de leur vie ont nettement plus voté en tenant compte de l'immigration que les personnes estimant être en pleine maîtrise. Nous aurions pu nous attendre à ce qu'il en soit de même en ce qui concerne la sécurité ou le terrorisme. Il n'en est rien, comme nous pouvons le voir sur ce graphique.



Le facteur « avoir la maîtrise de sa vie » œuvre d'autant plus que l'on est âgé, comme nous pouvons le voir ci-après.

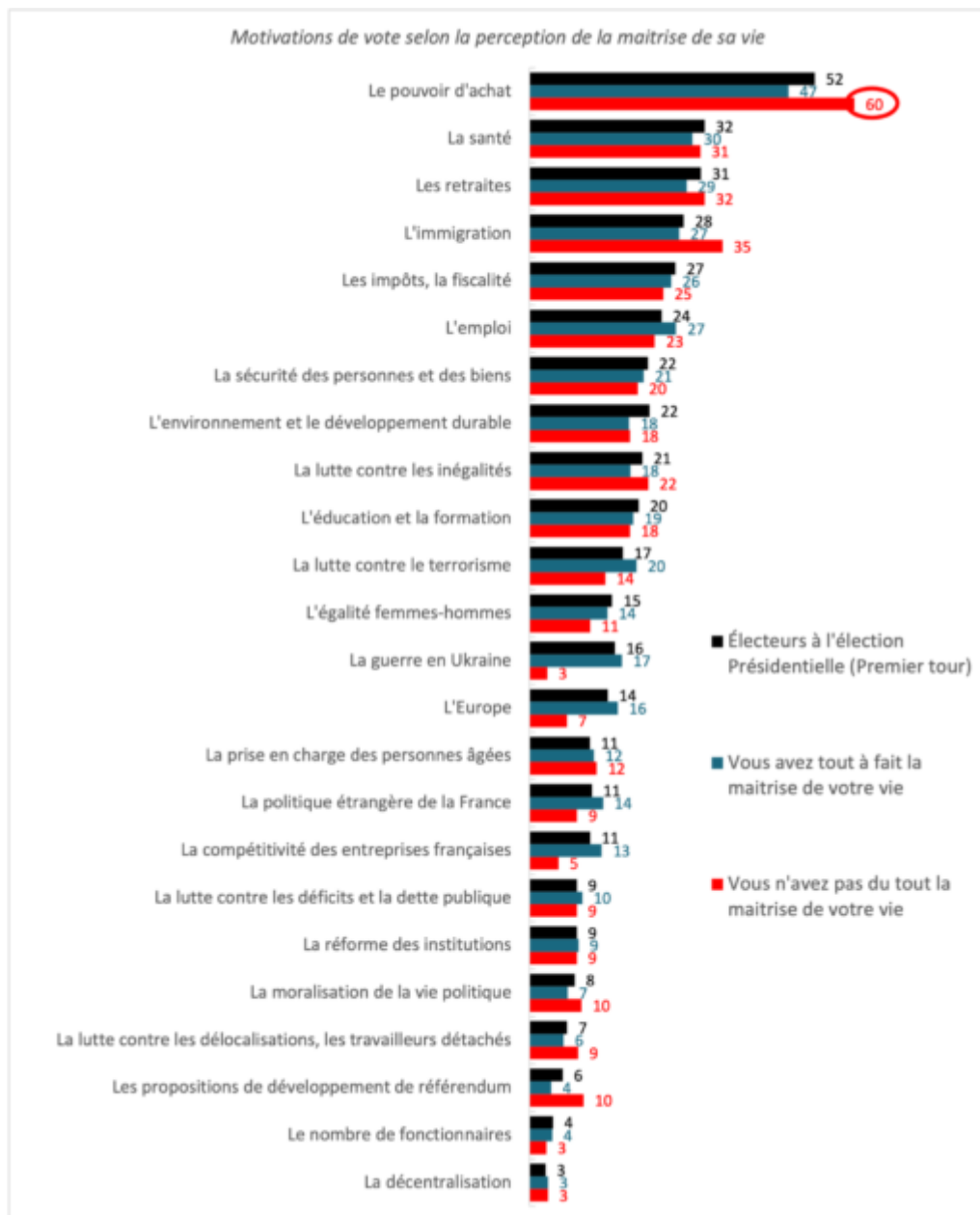


Mais sans être tout à fait corrélé à la notion de sécurité ou de terrorisme.



Si l'on élargit la focale, nous pouvons même observer que, sur deux aspects, les personnes

déclarant qu'elles n'ont pas la maîtrise de leur vie se singularisent sur l'aspiration à plus de référendums et l'immigration.



Peut-être, finalement, que les préoccupations relatives à l'immigration s'inscrivent dans un contexte plus global dont les immigrés ne seraient pas tout à fait le facteur mais le réceptacle. Elles sont déjà le fait d'une part de la population française, âgée, et d'autant plus sensible à ce thème-là qu'elle a le sentiment d'être dépossédée de son présent et, inévitablement, de son futur.

## Retrouvez les autres contributions de la série Asile, immigration, intégration :

- Contribution n°1 : *Loi immigration : un point de bascule*, Boris Vallaud
- Contribution n°3 : *L'engagement des réfugiés dans la société française : une réalité avérée*, Smaïn Laacher, Alain Régnier
- Contribution n°4 : *Loi immigration : préférence nationale et remise en cause des fondements de la Sécurité sociale*, Jérôme Guedj, Collectif République sociale
- Contribution n°5 : *L'accueil des réfugiés en France : dix questions pour comprendre*, Paolo Artini, Smaïn Laacher
- Contribution n°6 : *La gauche et l'immigration. Retour historique, perspectives stratégiques*, Bassem Asseh, Daniel Szeftel
- Contribution n°7 : *L'« appel d'air » : une mécanique des fluides ?*, Smaïn Laacher
- Contribution n°8 : *La loi immigration : quel impact sur les collectivités territoriales ?*, Emma Antropoli

1. Allan Kaval et Thomas Wieder, « *L'île de Lampedusa, où plus de 6 000 migrants sont arrivés cette semaine, au cœur de la gestion des flux migratoires vers l'Europe* », *Le Monde*, 15 septembre 2023.
2. *Baromètre bilan de l'année 2023 et perspectives pour 2024 | Comment les Français ont-ils vécu l'année 2023, et dans quel état d'esprit abordent-ils 2024 ?*, Harris Interactive, 2 janvier 2024.
3. Alors même que la France avait connu deux séquences d'attentats.
4. De 2011 à 2015, le chômage fut la première priorité assignée par les Français, en 2016 et 2017 ce fut la lutte contre le terrorisme, le pouvoir d'achat en 2019, 2022 et 2023, le système social en 2020 et la lutte contre le Covid-19 en 2021.
5. Enquêtes annuelles menées pour RTL.
6. Enquête RTL citée datant de fin décembre 2023.
7. Venant illustrer, en ce sens, sa capacité à élargir les motifs de motivation de vote à son égard. On se rappellera que, pour la première fois à la dernière présidentielle, « ses » électeurs parlaient prioritairement du pouvoir d'achat selon le *sondage Jour du vote du second tour*, Harris Interactive, Toluna, M6 et RTL, 24 avril 2022.